

Déborah Cohen, *La Nature du peuple : les formes de l'imaginaire social (XVIII^e-XXI^e siècles)*, Paris, Champ Vallon, 2010, 448 p.

L'ouvrage ambitieux de Déborah Cohen se propose de suivre, à travers de nombreuses pistes, les dimensions multiples du discours sur le peuple au siècle des Lumières, y compris le discours du peuple sur lui-même. C'est bien du dix-huitième siècle qu'il s'agit ici, malgré le sous-titre du livre : la référence aux périodes post-révolutionnaires, et en particulier à l'époque présente, sont limitées à un seul passage inséré, en guise d'incitation à la réflexion, au cœur de l'analyse de l'Ancien Régime.

Les sources de l'enquête sont multiples et de nature fort diverse. L'auteur s'appuie sur les écrits des élites : mémoires, descriptions, textes prescriptifs et en particulier l'immense dossier du débat sur le commerce des grains des années 1770. Une abondante documentation tirée des archives de police parisiennes sert de point de départ pour cerner le discours du peuple sur lui-même. L'ouvrage se présente en deux parties : les trois chapitres initiaux examinent l'évolution du discours des élites sur le peuple du premier XVIII^e siècle à la veille de la Révolution, les deux derniers interrogent le discours identitaire du peuple lui-même. Entre ces deux sections majeures on trouve un « Intermède » d'une trentaine de pages qui propose de faire le lien entre le discours libéral d'aujourd'hui et les attitudes des élites prérévolutionnaires, avançant l'argument que « les vieilles explications ontologisantes du XVIII^e siècle font aujourd'hui retour dans notre quotidien » (p. 219).

Les premiers chapitres de l'ouvrage sont ceux qui prêteront sans doute le moins à controverse. L'auteur y développe des idées qui, sans être tout à fait surprenantes pour les spécialistes de la période, trouvent ici une synthèse précise et vigoureuse. L'auteur brosse un tableau convaincant de la perception des pauvres dans la société d'ordres, ou plutôt de leur non-perception. Le peuple reste largement invisible (l'anecdote célèbre de Madame du Châtelet se baignant nue devant son valet de chambre est évoquée) et inaudible. Dans la société d'ordres, le peuple est corps ; d'essence animale, il ne peut parler et ne s'exprime, pour les élites, qu'en extensions triviales du corps, le caquet de la femme, le bavardage de l'homme aviné. Tout dérive de, et revient à, la nature essentialiste de l'imaginaire social de l'Ancien Régime et au « fixisme social » qui en découle. Dans la société d'ordres il n'est pas besoin d'observer les groupes sociaux, on en comprend l'essence par déduction : « Nul n'est donc une histoire en devenir, mais le développement d'une essence... Les gestes sont le développement d'une nature, de ce qui a été donné à la naissance » (p. 46-47). Dans un monde où la mobilité sociale est en principe impensable, le peuple est donc perçu dans les termes d'une altérité radicale. L'individu populaire n'existe pas, le peuple c'est toujours « la multitude ».

Après le milieu du siècle un regard neuf sur le peuple apparaît dans le contexte d'une nouvelle compréhension du social. À la fixité du langage des ordres se substituent des modèles historicistes ou économistes permettant de penser la mobilité des groupes et des individus ; l'appréhension déductive des essences sociales est graduellement remplacée par l'observation des cas particuliers, souvent dans le cadre d'anecdotes sentimentales, le culte des larmes faisant complément à la recherche des « faits ». La mobilité sociale individuelle est du coup pensable en principe. Il va sans dire qu'en cette fin d'Ancien Régime l'existence des hiérarchies sociales et la nécessité des distances sociales ne sont jamais remises en cause. Le discours sentimentaliste prône au contraire les avantages de la pauvreté, surtout dans le monde rural dont les habitants jouiraient des bienfaits moralisants de la nature. Le peuple est certes un enjeu dans les débats économiques des années 1770 opposant les partisans et adversaires de la liberté du commerce des grains, mais comme instrument plutôt que

comme finalité. Dans les querelles qui après 1770 font rage entre les physiocrates, Galiani, Condorcet, Mably et autres, « hommes et femmes du peuple sont pensés avant tout comme des variables économiques, comme des producteurs et consommateurs parmi d'autres sur un marché » (p. 217).

L'auteur propose donc dans cette première partie une synthèse fouillée et plausible appuyée sur un large éventail d'écrits savants, depuis les discours d'académie jusqu'aux correspondances d'économistes en passant par les traités de police et les *exempla* moraux. Bien plus risquée est la démarche dans la seconde partie de l'ouvrage, qui consiste à déduire une pensée du peuple sur lui-même, voire une psychologie populaire, de certains comportements et discours repérés dans les archives de police et ailleurs. Les pauvres sous l'Ancien Régime n'offrent guère de discours sur leur situation sociale et leur état, et c'est une stratégie hasardeuse que de déceler un tel commentaire en filigrane de certains comportements. L'auteur propose par exemple, la notion de « haine de soi » comme explication de l'envie ou de l'imitation des riches. Les archives de police contiennent nombre de cas d'individus populaires qui s'inventent une identité sociale, se prétendant riches ou nobles pour cause de gain financier, de séduction amoureuse, ou simplement pour se donner de l'allure. Le phénomène n'est pas sans intérêt, mais de là à y déceler les symptômes d'une blessure psychique, voire même d'un discours d'opposition à l'ordre établi, il y a loin.

Si les individus du peuple, selon l'auteur, internalisent la stigmatisation élitiste qui les réduit à leur essence corporelle, certains savent manifester une « estime de soi » qui s'exprime, par exemple, dans les nombreuses conquêtes féminines de l'ouvrier Ménétra ou le souci d'entretenir un corps sain chez tel colporteur emprisonné à la Bastille. Force est à l'auteur de reconnaître que « la configuration discursive où le peuple pourrait trouver les mots pour dire son jugement, voire sa colère, n'existe tout simplement pas au XVIII^e siècle. » La colère populaire existe bien au XVIII^e siècle, elle s'est souvent exprimée dans les émeutes et les « mauvais discours » réprimés par les forces de l'ordre. Mais de l'absence d'un discours systématique de contestation sociale émanant du peuple ne découle pas pour autant qu'on doive imposer des mobiles psycho-politiques à toute expression de rêve, de fantasme ou d'ambition populaires.

On admirera sans doute l'audace qui consiste à insérer une réflexion sur le temps présent (« Intermède ») au sein d'un ouvrage sur le XVIII^e siècle. L'auteur perçoit une similarité frappante entre les discours essentialistes de l'Ancien Régime sur les pauvres et ceux du début du XXI^e siècle, par exemple les déclarations du ministre Jean-Pierre Raffarin en 2002 sur la « France d'en bas » ou la loi du 6 février 2008 visant à prolonger l'emprisonnement d'individus à haut risque de récidive. Si pendant les deux siècles qui ont suivi la Révolution, le peuple s'est défini lui-même par son travail et son engagement politique, notre présent, selon l'auteur, se situe en rupture avec cette tradition et non dans son prolongement. L'idéologie libérale actuelle reviendrait donc en boucle, à certains égards, aux identités figées de la société d'ordres : tout comme au XVIII^e siècle on ne perçoit comme individus du peuple que les mendiants, vagabonds et autres types criminels, la « France d'en bas » se résume au chômeur, à l'immigré, au jeune de banlieue. L'hypothèse mériterait tout un débat, sans doute, et l'on ne peut que saluer le désir de ne pas dresser de barrière étanche entre histoire et politique. En somme, on trouvera dans l'ouvrage de Deborah Cohen un mélange d'érudition profonde et d'hypothèses provocatrices qui ne risque guère de laisser le lecteur indifférent.

Sarah MAZA

Laurent Bourquin et Philippe Hamon (dir.), *La Politisation. Conflits et construction du politique depuis le Moyen Âge*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, 192 p.

Les deux journées d'étude qui sont à l'origine de ce volume constituaient l'acte inaugural du programme ANR *Conflits et construction du politique, XIII^e-XIX^e siècle* que pilotent Laurent Bourquin et Philippe Hamon. Il s'agissait de dresser un état des lieux scientifique sur cette question. Les chapitres historiques, au nombre de sept, se répartissent entre bilans historiographiques et études de cas. Les maîtres d'œuvre du projet avaient souhaité, au moment d'ouvrir ce chantier, faire appel à des sociologues et à des politistes, dont les investigations empiriques s'accompagnent d'un effort de conceptualisation auquel les historiens sacrifient moins volontiers. La contribution de Christine Guionnet et de Christian Le Bart est d'ailleurs très révélatrice de la persistance de ce décalage entre deux traditions académiques. Pour répondre à la question du lien entre conflit et politisation, ces deux auteurs préconisent une approche constructiviste de l'objet politique : pareille démarche, attentive aux usages ordinaires du mot et à la manière dont les agents sociaux définissent les frontières du politique, permet de mettre en évidence les stratégies de politisation ou de dépolitisation à l'œuvre dans le champ politique.

Pierre Savy, dans un texte consacré au bas Moyen Âge occidental, suggère toutefois que les chercheurs s'entendent au préalable sur le sens du mot politique. Une précaution d'autant plus nécessaire lorsqu'on travaille, comme c'est le cas de la plupart des contributeurs de ce volume, sur des périodes de l'histoire antérieures de plusieurs siècles à la constitution d'un champ politique autonome. Les définitions très extensives que propose l'anthropologie d'un Evans-Pritchard ou d'un Georges Balandier ne sauraient être ici d'un grand secours. Si l'on peut parler, à propos des trois derniers siècles du Moyen Âge, d'un vaste processus de politisation des conflits, c'est au sens particulier où ces conflits (religieux ou factionnels par exemple) trouvaient à s'exprimer « en termes toujours plus généraux et plus publics, plus reliés à la notion de bien commun ». La politisation du conflit désigne ici la traduction dans le langage de l'intérêt général de revendications singulières. Au point d'aboutissement du processus, qui se situe à l'époque contemporaine, le champ politique est devenu, pour reprendre les termes de Christine Guionnet et Christian Le Bart, un « gisement de grandeur ». Il existe bien, constatent les deux auteurs, une acception péjorative de la politique (lorsqu'on évoque la politique « politicienne », ses calculs intéressés et ses mesquineries). Et la politique peut se voir opposer des « grandeurs » alternatives (l'univers de la littérature ou des arts par exemple). Elle n'en demeure pas moins une ressource essentielle de légitimité. Ainsi certains commentateurs des résultats du référendum de 2005 sur le projet de constitution européenne se sont attachés à stigmatiser les « nonistes » en déniaient à leur vote toute signification spécifiquement politique. L'analyse que proposent Guionnet et Le Bart de cette entreprise de délégitimation par voie de presse est très convaincante, quand bien même est laissée de côté – mais ce n'était pas, il est vrai, l'objet de l'article – le problème de l'inégale répartition, dans le corps électoral, de la compétence politique, entendue comme capacité à apporter des réponses politiques à des questions définies comme politiques.

Les textes réunis dans ce volume qui, à l'exception du bilan historiographique de José Javier Ruiz Ibáñez portant sur la monarchie espagnole, concernent le domaine français, s'efforcent de repérer quelques-uns des principaux moments historiques au cours desquels une situation conflictuelle a pu favoriser une « montée en généralité », indice d'une amorce de politisation. Et contribuer, peut-être, à la timide constitution d'une sphère politique autonome.